

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE RODEREN
SEANCE DU 27 MAI 2020**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

L'an deux mille vingt, le vingt-sept mai, à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal proclamés élus à la suite des récentes élections municipales du 15 mars 2020, se sont réunis, dans la salle de la Maison du Village sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L 2122-7 et L 2122-8 du Code général des collectivités territoriales.

Date de la convocation :

19 mai 2020

Date d'affichage :

20 mai 2020

Nombre de membres : 15

En exercice : 15

Suffrages exprimés : 15

Votes Pour : 15

Votes Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Mmes et MM.

Christophe KIPPELEN, Eric SOENEN, Béatrice TESTUD, Emmanuelle RUFF, Marc WILLEMANN, Jocelyne SOURD, Lucile ZUSSY, Anatole FUCHS, Régis MAITRE, Anne-Marie TSCHIRHART, Fanny WEIGEL, Marion FUCHS, Jean-Sébastien INEICH, Stéphanie HALLER, Eric HUMBERT.

DEL20200527_002

Objet de la délibération : **Délégations au Maire consenties par le Conseil Municipal**

Le maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au Conseil Municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, pour la durée du mandat, de confier au maire les délégations suivantes :

- 1. De procéder, dans la limite du montant des emprunts inscrits annuellement au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;**
- 2. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5%, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;**
- 3. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;**
- 4. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes;**
- 5. De créer les régies comptables (de dépenses ou de recettes) nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;**

- 6. De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;**
- 7. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;**
- 8. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;**
- 9. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;**
- 10. De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;**
- 11. De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;**
- 12. D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien dont le montant ne dépasse pas 20 000 € selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code ;**
- 13. D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans la limite de 10 000 € ;**
- 14. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000 € par sinistre ;**
- 15. De donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;**
- 16. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 200 000 € par année civile ;**
- 17. D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.**

Roderen, le 28/05/2020
Le Maire, Christophe KIPPELEN

Acte rendu exécutoire après dépôt en
Sous-Préfecture le 02/06/2020
et publication ou notification du 02/06/2020